

ARRÊTÉ 2022 - DCAT-BEPE- 198

du 26 SEP. 2022

**mettant en demeure la société Passiv'Est de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Faulquemont**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu** les livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L.171-8 I ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-91 du 26 mars 2007 autorisant la société Passiv'Est à exploiter une installations de traitement de surface sur la zone industrielle de Faulquemont ;
- Vu** le rapport d'inspection du 31 août 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement référencé FAULQUEMONT\_PASSIVEST\_Traitement-de-surface\_2022-08-03\_RAPVI\_LJB\_31700 faisant suite à la visite d'inspection du 3 août 2022 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 5 septembre 2022 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que la société Passiv'Est exploite sur le site de Faulquemont des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**Considérant** que lors du contrôle du 3 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment abritant l'installation de traitement de surface (hall process) n'est pas équipé d'une surface suffisante de dispositifs de désenfumage à commande manuelle et automatique ;

**Considérant** par conséquent, que les prescriptions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société Passiv'Est est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Faulquemont, dans un délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé :

« *Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.* »

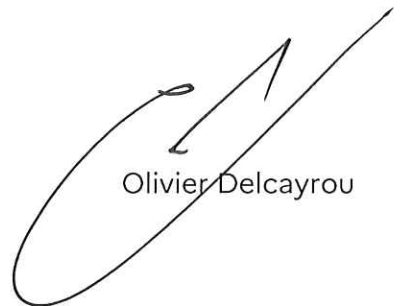
### **Article 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Passiv'Est et dont copie est adressée au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Faulquemont.

Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Olivier Delcayrou

### Délai et voies de recours

*En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.*

*« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».*

*Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.*

